



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2022

Exercice social | Du 1^{er} janvier au 30 juin

SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	3
COMPTES SEMESTRIELS RESUMES	7
1. Etat de la situation financière consolidée	7
2. Compte de résultat consolidé	8
3. Tableau de flux de trésorerie	10
4. Variation des capitaux propres part du groupe	11
5. Annexes des comptes consolidés	11
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	24
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	25

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Le Conseil d'administration de la société s'est réuni en date du 14 septembre 2022 sous la Présidence de Monsieur Christian Aubert, afin de procéder à l'examen des comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2022 pour l'activité du premier semestre 2022. Ces chiffres sont présentés selon les normes IFRS.

Commentaires généraux sur l'activité

En M€	T2 2022	T2 2021	Var.	S1 2022	S1 2021	Var. organique
France*	64,9	58,7	+10,6%	131,4	118,3	+11,1%
International	64,0	58,5	+9,5%	127,1	114,8	+10,7%
Total	128,9	117,2	+10,0%	258,5	233,1	+10,9%

* y compris UK

Aubay poursuit son très bon début d'exercice 2022 en réalisant au deuxième trimestre, un chiffre d'affaires de 128,9 M€ en croissance à périmètre constant de +10,0%. Le Groupe enregistre ainsi son 5^{ème} trimestre consécutif de croissance organique à deux chiffres. Le chiffre d'affaires du premier semestre s'élève à 258,5 M€ en hausse de +10,9% parfaitement en ligne avec les anticipations.

Toutes les zones ont contribué à cette performance homogène qui se décompose en 131,4M€ pour la France et 127,1M€ à l'International. La dynamique de croissance en France et à l'International est équilibrée avec des hausses respectives de +11,1% et +10,7%.

Cette belle performance repose sur un flux d'affaires record permettant au Groupe de rester sélectif dans le choix des projets et des missions proposés aux consultants. Cette dynamique de croissance reste portée par tous les domaines de transformation numérique telles les refontes des applications orientées client, la cloudification ainsi que toutes les activités liées à la data. Les secteurs d'activité les plus résilients ont été la Banque/Finance, les services/utilities/energies, les Télécoms, et le retail.

Aucun signe de ralentissement n'est visible à ce jour.

Le recrutement des talents continue d'être un enjeu majeur. Tout est mis en œuvre pour les attirer et les fidéliser. Le recrutement net s'est accéléré au cours du T2 ce qui porte les effectifs à 7 442 collaborateurs à comparer à 6 888 personnes au 30 juin 2021 et 7 306 au 31 décembre 2021. Cette tendance devrait se poursuivre au second semestre dans un marché qui reste, pourtant, sous tension.

Le taux de productivité des consultants est remarquable puisqu'il s'établit à 95,2% vs 93,8% un an plus tôt.

Ainsi, le résultat opérationnel d'activité atteint 26,6 M€ sur le semestre en hausse de 18,5% par rapport au premier semestre 2021, soit un taux de marge opérationnelle de 10,3% en hausse de 0,7 points sur un an, aidé par un effet calendaire favorable (un jour de facturation supplémentaire sur le semestre). Il se décompose en 8,7% (soit +0,5 point) en France et 11,9% (+0,8 point) à l'International.

Enfin, le résultat net s'établit à 17,4 M€ en hausse de +11,3% par rapport à l'année passée établissant ainsi un nouveau plus haut semestriel historique pour le groupe.

Les principaux résultats sont ainsi résumés dans les tableaux ci-dessous :

En K€	30/06/2022	30/06/2021	Var.
Chiffre d'affaires	258 480	233 095	+10,9%
Autres produits de l'activité	120	200	
Achats consommés et charges externes	(57 932)	(46 850)	
Charges de personnel	(167 789)	(158 452)	
Impôts et taxes	(2 197)	(1 935)	
Dotations aux amortissements et provisions	(3 925)	(3 758)	
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	0	0	
Autres produits et charges d'exploitation	(157)	157	
Résultat opérationnel d'activité	26 600	22 457	+18,4%
En % du CA	10,3%	9,6%	
Charges liées aux actions gratuites et assimilées	(635)	(527)	
Résultat opérationnel courant	25 965	21 930	+18,4%
En % du CA	10,0%	9,4%	
Autres produits et charges opérationnels	(941)	(613)	
Résultat opérationnel	25 024	21 317	+17,4%
En % du CA	9,7%	9,1%	
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			
Coût de l'endettement net	(244)	(260)	
Autres produits et charges financiers	(321)	329	
Résultat financier	(565)	69	
Charges d'impôt	(7 091)	(5 776)	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences			
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	17 368	15 610	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net	17 368	15 610	+11,3%
En % du CA	6,7%	6,7%	
Part du groupe	17 329	15 583	
Intérêts minoritaires	39	27	

	30/06/2022		30/06/2021	
En M€	CA	ROA* % CA	CA	ROA* % CA
Groupe	258,5	10,3%	233,1	9,6%
France	131,4	8,7%	118,3	8,2%
International	127,1	11,9%	114,8	11,1%

*Résultat Opérationnel d'Activité

Effectif fin de période	30/06/2022	30/06/2021
France	2 801	2 650
Belgique- Luxembourg	217	211
Italie	2 162	2 048
Espagne/Portugal	2 262	1 979
Total	7 442	6 888
Productif	6 841	6 378
% productif	91,9%	92,5%
Administratifs et commerciaux	601	510
Total	7 442	6 888

Analyse des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2022

Résultats du Groupe

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2022 s'établit à 258,5 M€ contre 233,1 M€ au premier semestre 2021 soit une hausse de 10,9%.

Le résultat opérationnel d'activité atteint 26 600 K€ à comparer aux 22 457 K€ du premier semestre 2021, soit une hausse de 18,5% et un taux de marge qui ressort à 10,3% vs 9,6% un an plus tôt.

Les autres produits et charges opérationnels représentent une charge de 941 K€ à comparer à une charge de 613 K€ au premier semestre 2021. Les charges comprennent principalement des coûts de restructuration et des frais de M&A.

Le résultat opérationnel s'établit donc à 25 024 K€ contre 21 317K€ ce qui représente une hausse de 17,4%.

Le résultat financier enregistre une charge nette de 565 K€ vs un produit net de 69 K€ en 2021.

La charge d'impôt s'élève à 7 091 K€ vs 5 776 K€ au S1 2021 soit un taux effectif d'impôt de 29% à comparer à 27% un an plus tôt.

Le résultat net ressort à 17 368 K€ au premier semestre 2022 soit un taux de 6,7% du chiffre d'affaires (contre 15 610 K€ au premier semestre 2021) en hausse de 11,3%. Le résultat par action s'élève ainsi à 1,31 euros pour les 13 252 256 actions (nombre moyen pondéré d'actions) à comparer aux 1,18 euros et les 13 208 860 actions à la fin du premier semestre 2021.

Etat de la situation financière consolidée

La situation nette atteint 238,4 M€ en augmentation de 8,4 M€ par rapport au 31 décembre 2021.

Les principales variations comprennent :

- La prise en compte du résultat net bénéficiaire de 17,3 M€,
- Le versement de dividendes aux actionnaires pour 10,1 M€,

Les **actifs non courants** s'établissent à 157,2 M€ en hausse de 1,5 M€ principalement liée aux droits d'utilisation des biens pris en location.

Les **créances clients et actifs sur contrats** s'établissent à 163,0 M€ au 30 juin 2022 à comparer à 143,4 M€ au 31 décembre 2021. Cette hausse du poste client s'explique par la forte croissance du chiffre d'affaires et l'impact saisonnier semestriel qui rallonge systématiquement les encaissements des créances clients. En effet, le délai moyen d'encaissement (DSO) ressort à 86 jours vs 78 jours à fin 2021. Cela a entraîné une variation de BFR négative qui va se réduire d'ici la fin de l'exercice.

La trésorerie **disponible** s'élève à 67,2 M€ contre 79,5 M€ six mois plus tôt.

La dette financière brute hors dettes locatives s'établit à 3,7 M€ au 30 juin 2022 à comparer à 4,7 M€ fin 2021.

Il en découle une situation de trésorerie nette (hors dettes locatives) de 63,5 M€.

En outre, les principaux éléments qui ont impacté la trésorerie nette sont résumés ci-dessous :

- des flux générés par l'activité à hauteur de 2,8 M€ après la prise en compte d'une variation de BFR négative de 17,5 M€,
- des investissements en immobilisations incorporelles et corporelles pour 1,1 M€,
- le versement aux actionnaires de dividendes de 10,1 M€,
- le remboursement de 1,3 M€ d'emprunts bancaires.

Organisation

Aucune opération impactant l'organisation globale du groupe n'est à relever.

Rachat de minoritaires, prise de participation ou cession d'entreprise, fusion

Rachats de Minoritaires

Néant.

Prise de participation

Aucune prise de participation n'a été opérée au cours du premier semestre 2022 au sein du groupe Aubay.

Fusions

Néant.

Principaux Risques et Incertitudes pour les Six Mois Restant de l'Exercice

Les facteurs de risques tels que présentés dans le Document Universel de Référence publié par la société et déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 19 avril 2022 sous le numéro D.22-0303, n'ont pas subi d'évolution sensible au cours du semestre écoulé.

Evénements Importants Intervenues depuis le 30 Juin 2022

Aucun évènement significatif qui serait intervenu depuis le 30 juin 2022 n'est à relever.

Perspectives pour l'exercice 2022

(Données non auditées)

Compte tenu du très bon premier semestre, d'une activité commerciale soutenue et de la croissance embarquée, Aubay vise désormais le haut de la fourchette de son objectif de chiffre d'affaires soit 513 M€ en hausse de +9%.

L'objectif de marge opérationnelle d'activité demeure inchangé, compris entre 9,5% et 10,5%.

Le Conseil d'administration

COMPTES SEMESTRIELS RESUMES

1. Etats de la situation financière consolidés

ACTIF (en K€)	30/06/2022	31/12/2021
Ecart d'acquisition	131 305	131 305
Immobilisations incorporelles	894	917
Immobilisations corporelles	4 422	4 156
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	15 799	14 152
Titres mis en équivalence	-	
Autres actifs financiers	2 070	2 102
Impôts différés actifs	2 321	2 653
Autres actifs non courants	360	354
ACTIF NON COURANT	157 171	155 639
Stocks et en-cours	772	491
Actifs sur contrats	45 418	32 127
Clients et comptes rattachés	117 592	111 359
Autres créances et comptes de régularisation	37 668	37 082
Valeurs mobilières de placement	707	1 026
Disponibilités	66 459	78 461
ACTIF COURANT	268 616	260 546
TOTAL DE L'ACTIF	425 787	416 185

PASSIF (en K€)	30/06/2022	31/12/2021
Capital	6 634	6 611
Prime d'émission et réserves consolidées	214 256	188 740
Résultats net part du groupe	17 329	34 409
Capitaux propres - part du groupe	238 219	229 760
Intérêts minoritaires	187	191
CAPITAUX PROPRES	238 406	229 951
Emprunts et dettes financières : part à + d'un an	1 903	2 155
Dettes de loyers : part à + d'un an	10 944	10 198
Impôts différés passifs	1	1
Provisions pour risques et charges	6 367	6 924
Autres passifs non courants	192	74
PASSIF NON COURANT	19 407	19 352
Emprunts et dettes financières : part à - d'un an	1 774	2 500
Dettes de loyers : part à - d'un an	5 257	4 366
Fournisseurs et comptes rattachés	36 646	35 981
Passifs sur contrat	14 777	19 913
Autres dettes et comptes de régularisations	109 520	104 122
PASSIF COURANT	167 974	166 882
TOTAL DU PASSIF	425 787	416 185

2. Comptes de résultat consolidés

(en milliers d'euros)	30/06/2022	%	30/06/2021	%
Chiffre d'affaires	258 480	100%	233 095	100%
Autres produits de l'activité	120		200	
Achats consommés et charges externes	(57 932)		(46 850)	
Charges de personnel	(167 789)		(158 452)	
Impôts et taxes	(2 197)		(1 935)	
Dotations aux amortissements et provisions	(3 925)		(3 758)	
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis				
Autres produits et charges d'exploitation	(157)		157	
Résultat opérationnel d'activité	26 600	10,3%	22 457	9,6%
Charges liées aux actions gratuites et assimilées	(635)		(527)	
Résultat opérationnel courant	25 965	10,0%	21 930	9,4%
Autres produits et charges opérationnels	(941)		(613)	
Résultat opérationnel	25 024	9,7%	21 317	9,1%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie				
Coût de l'endettement net	(244)		(260)	
Autres produits et charges financiers	(321)		329	
Résultat financier	(565)		69	
Charges d'impôt	(7 091)		(5 776)	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences				
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	17 368		15 610	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net	17 368	6,7%	15 610	6,7%
Part du groupe	17 329		15 583	
Intérêts minoritaires	39		27	
Nombre moyen pondéré d'actions	13 252 256		13 208 860	
Résultat par action	1,31		1,18	
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	13 332 256		13 283 360	
Résultat dilué par action	1,30		1,17	

Etat du résultat global consolidé

(en milliers d'euros)

Résultat net et gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	30/06/2022	30/06/2021
Ecart de conversion	(21)	43
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Eléments qui seront reclassés en résultat	(21)	43
Ecart actuariels sur régime de retraite	639	236
Autres incidences		
Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat	639	236
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe	618	279
Résultat net rappel	17 368	15 610
Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres part groupe	618	279
RESULTAT GLOBAL	17 986	15 889
<i>Dont part du groupe</i>	<i>17 947</i>	<i>15 862</i>

3. Tableaux de flux de trésorerie consolidés

En K€	30/06/2022	30/06/2021
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	17 368	15 610
Résultat des mises en équivalences		
Dotations nettes aux amortissements et provisions et droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	3 816	3 554
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	635	527
Autres produits et charges calculés		
Produits de dividendes	(57)	
Plus et moins-values de cession	(6)	18
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	21 756	19 709
Coût de l'endettement financier net	244	260
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	7 091	5 776
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	29 091	25 745
Impôts versés (B)	(8 798)	(4 816)
Variation des clients et autres débiteurs (C)	(21 165)	(22 178)
Variation des fournisseurs et autres créditeurs (C)	3 702	7 697
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	2 830	6 448
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 102)	(460)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6	
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	(4)	(68)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières		
Variation des prêts et avances consenties	50	248
Décaissements (encaissements) liés aux regroupements d'entreprises nets de leur trésorerie		
Dividendes et subventions reçus	57	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	(993)	(280)
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		
Rachats d'actions propres en vue d'annulation		
Rachats et reventes d'actions propres		
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :		
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(10 075)	(4 340)
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(44)	
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		115
Remboursement dettes financières	(1 272)	(2 168)
Remboursement de dettes de loyers	(2 818)	(2 165)
Intérêts financiers nets versés	(244)	(260)
Rachat d'intérêts minoritaires ne donnant pas le contrôle		
Autres flux		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financements (F)	(14 453)	(8 818)
Incidence des variations des cours des devises (G)	(11)	(31)
Variation de trésorerie nette (D+E+F+G)	(12 627)	(2 681)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	79 056	52 205
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	66 429	49 524

4. Variation des capitaux propres consolidés

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Résultat Net Part du Groupe	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2022	6 611	188 740	34 409	229 760	191	229 951
Augmentation de capital	23	(23)	-	-	-	0
Paiements fondés sur des actions	-	567	-	567	-	567
Dividendes versés	-	(10 075)	-	(10 075)	(43)	(10 118)
Affectation du résultat	-	34 409	(34 409)	-	-	0
Résultat net de l'exercice	-	-	17 329	17 329	39	17 368
Variation titres d'autocontrôle	-	(67)	-	(67)	-	(67)
Transaction avec les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	0
Flux liés aux titres mis en équivalences	-	-	-	-	-	0
Autres mouvements	-	87	-	87	-	87
Autres éléments du résultat global	-	618	-	618	-	618
Capitaux propres au 30 juin 2022	6 634	214 256	17 329	238 219	187	238 406

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Résultat Net Part du Groupe	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2021	6 604	170 017	26 132	202 752	144	202 896
Augmentation de capital	7	(7)	-	-	-	0
Paiements fondés sur des actions	-	492	-	492	-	492
Dividendes versés	-	(4 340)	-	(4 340)	(25)	(4 365)
Affectation du résultat	-	26 132	(26 132)	-	-	0
Résultat net de l'exercice	-	-	15 583	15 583	27	15 610
Variation titres d'autocontrôle	-	8	-	8	-	8
Transaction avec les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	0
Flux liés aux titres mis en équivalences	-	-	-	-	-	0
Autres mouvements	-	1	-	1	-	1
Autres éléments du résultat global	-	279	-	279	-	279
Capitaux propres au 30 juin 2021	6 611	192 582	15 583	214 775	146	214 921

5. Annexes des comptes consolidés

Règles et méthodes comptables

Le Groupe Aubay établit ses comptes consolidés en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) en vigueur au 30 juin 2022 telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les comptes intermédiaires sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour l'établissement des comptes annuels. Les comptes semestriels consolidés résumés du premier semestre 2022 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils n'incluent pas toutes les informations requises pour les comptes annuels et doivent être lus conjointement avec le Document Universel de Référence 2021.

Nouvelles normes et interprétations applicables en 2022

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels au 31 décembre 2021, à l'exception des nouvelles normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 :

- Amendements à IFRS 3 : Mise à jour des références au cadre conceptuel,
- Amendements à IAS 16 : Comptabilisation des produits générés avant la mise en service d'une immobilisation,
- Amendements à IAS 37 : Contrats déficitaires – Coût à prendre en compte pour comptabiliser une provision pour contrat déficitaire,
- Améliorations annuelles Cycle 2018-2020 : Modifications de IFRS 1, IFRS 9, IAS 41 et IFRS 16.

Ces textes n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe.

Impact de la crise ukrainienne sur les états financiers consolidés du 1^{er} semestre 2022 :

Le déclenchement de la crise ukrainienne le 24 février 2022 conduit le groupe à préciser qu'il ne réalise aucune activité sur aucune des zones géographiques directement concernées (Ukraine, Russie, Bélarus). Ainsi, aucun impact ne s'est fait sentir sur les activités du groupe. Le groupe reste toutefois vigilant sur les effets que cette crise majeure pourrait avoir sur ses propres clients et l'impact qui pourrait en résulter.

Les états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration du 14 septembre 2022.

Méthodes de consolidation : La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés dans lesquelles Aubay exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif. Ce contrôle exclusif s'apprécie en fonction de la majorité des droits de vote, ou de l'exercice contractuel ou de fait de la direction opérationnelle.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée aux états financiers des sociétés desquelles Aubay exerce une influence notable sans toutefois exercer un contrôle exclusif. La comptabilisation par mise en équivalence implique la constatation dans le compte résultat de la quote-part de résultat de l'année de l'entreprise associée. La valeur comptable de la participation est ajustée du montant cumulé de sa quote-part des variations postérieures à l'acquisition des capitaux propres. La participation du groupe comprend le goodwill.

Principes d'arrêtés des comptes : Toutes les sociétés sont consolidées sur la base des comptes semestriels arrêtés le 30 juin 2022 et retraités, le cas échéant, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les sociétés entrantes dans le périmètre sont consolidées au moment du transfert juridique des titres acquis, il en est de même pour les sociétés sortantes. A cet effet, un arrêté comptable des sociétés acquises est réalisé.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères : Seule la filiale au Royaume-Uni (Aubay UK) est concernée par les différences de change, toutes les autres entités du groupe étant en zone Euro.

- Les éléments d'actifs et de passifs sont convertis au taux de change de clôture ;
- Les produits, les charges et les flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen de l'exercice ;
- Toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres.

Ecarts d'acquisition : L'écart d'acquisition constaté lors d'une prise de contrôle correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la part du Groupe dans l'actif net retraité de la société acquise. Cette différence de valeur se répartit entre :

- (1) Des éléments identifiables du bilan qui sont classés dans les postes appropriés et suivent les règles comptables qui leur sont propres.
- (2) L'écart d'acquisition pour le solde non affecté.

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Si l'écart d'acquisition est négatif, il est constaté en profit directement au compte de résultat.

Les frais d'acquisition que le groupe supporte dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en « autres charges opérationnelles » sur la période durant laquelle ils sont encourus.

Les engagements d'achat d'intérêts minoritaires (regroupement d'entreprises) sont assimilés à un rachat d'actions et sont à enregistrer en dette opérationnelle avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires l'année de leur comptabilisation (méthode de l'écart d'acquisition dit « complet »). Les montants comptabilisés sont calculés en fonction des engagements pris, principalement sur des multiples de résultat des filiales concernées. Les variations de dettes d'une année sur l'autre liées à d'éventuels changements d'estimations ont pour contrepartie les « autres produits et charges opérationnels ».

Les écarts d'acquisition sont soumis, dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an à la clôture de l'exercice, à un test de dépréciation. Ce test de dépréciation consiste à comparer la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (UGT) ou des groupes d'UGT à la valeur nette comptable des actifs correspondants, incluant les écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont affectés et font l'objet de tests de valeur par UGT ou groupe d'UGT, à savoir par zone géographique (France, Italie, Espagne, Portugal et Bélu), qui est le niveau de suivi du retour sur ces investissements. La politique du groupe est de tendre vers une seule entité juridique par zone géographique (intégration, puis fusion des sociétés).

La valeur recouvrable de chaque UGT ou groupe d'UGT correspond à la valeur d'utilité, déterminée sur la base de la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (« discounted cash flows » ou DCF). Son évaluation est effectuée sur la base :

- de paramètres issus du processus budgétaire et prévisionnel, étendus sur un horizon de 5 ans, en fonction de taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables,
- d'un taux de croissance à l'infini qui avait été fixé à 2,5% au 31 décembre 2021 pour l'intégralité des UGT ou groupes d'UGT, sur la base de l'analyse de l'expérience passée et du potentiel de développement futur,
- d'un taux d'actualisation (WACC) appliqué aux flux de trésorerie projetés de 7,2% au 31 décembre 2021 pour l'ensemble des UGT ou groupe d'UGT (zone euro). Ce taux résultait de l'analyse de sources d'informations externes, notamment d'un benchmark provenant de bureaux d'analystes financiers.

Toutefois, il est considéré que la valeur recouvrable de chaque UGT ou groupe d'UGT ne peut pas être inférieure à 0,6 fois le chiffre d'affaires de l'UGT ou groupe d'UGT concerné, sauf circonstance particulière.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur calculée est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition et comptabilisé en « autres produits et charges opérationnels ».

Les pertes de valeur enregistrées au titre des écarts d'acquisition sont irréversibles.

Au 30 juin 2022, Aubay a passé en revue les éléments pouvant indiquer une baisse de la valeur recouvrable des UGT ou groupes d'UGT au cours du premier semestre 2022. En particulier, Aubay a procédé à l'analyse des performances au 30 juin 2022 des UGT ou groupes d'UGT par comparaison avec les estimations utilisées à fin 2021.

La Direction d'Aubay a conclu à l'absence au 30 juin 2022 d'éléments indiquant une baisse de la valeur recouvrable des UGT ou groupes d'UGT par rapport au 31 décembre 2021 sur la base des analyses de sensibilité réalisées.

Immobilisations incorporelles :

Licences et logiciels : Les licences et logiciels acquis en pleine propriété sont amortis linéairement sur une durée ne pouvant excéder 5 ans à l'exception des logiciels standards de faible valeur qui sont amortis prorata temporis sur l'exercice d'acquisition. Les logiciels et solutions développés en interne et dont l'influence sur les résultats futurs revêt un caractère bénéfique, durable et mesurable, sont immobilisés et font aussi l'objet d'un amortissement sur les mêmes durées.

Les coûts capitalisés des logiciels et solutions développés en interne sont ceux directement associés à leur production, c'est-à-dire les charges liées aux coûts salariaux des personnels ayant développé ces logiciels.

Immobilisations corporelles :

- (1) Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties sur une durée correspondant à leur période prévisible d'utilisation.
- (2) Sauf exception, les plans d'amortissement sont les mêmes que ceux retenus pour les comptes sociaux (hors élément dérogatoire d'origine fiscale).

Le mode d'amortissement principal est le mode linéaire :

Constructions	20 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	3 à 5 ans

Contrats de location IFRS 16 :

Le Groupe reconnaît un contrat de location dès lors qu'il obtient la quasi-totalité des avantages économiques liés à l'utilisation d'un actif identifié et qu'il a un droit de contrôler cet actif.

A la date du début du contrat, la valeur du droit d'utilisation des biens pris en location à l'actif correspond à la dette sur bien pris en location corrigée des coûts directs initiaux de mise en place du contrat, des paiements effectués d'avance, des avantages reçus du bailleur à cette date et des éventuels coûts exceptionnels que le preneur devra engager à la fin du contrat. La valeur de la dette sur bien est initialement calculée sur la base de la valeur actualisée des paiements futurs sur la période contractuelle exécutoire, après prise en compte des options de renouvellement ou de résiliation qui seront raisonnablement certaines d'être exercées. Les taux d'actualisation correspondent aux taux marginaux d'emprunt du Groupe, estimés à partir d'éléments de marché disponibles et appliqués en fonction des durées des contrats, sans différenciation sur la base du « risque pays » étant donné que le Groupe opère uniquement dans la Zone Euro.

Ce taux est estimé à partir d'éléments de marché disponibles à cette date, en fonction des durées de vie résiduelles des contrats à compter du 1er janvier 2019.

Les paiements au titre des contrats de location tiennent compte des loyers fixes, variables liés à un index ou un taux dès lors qu'ils sont connus au début du contrat. Pour les véhicules, ils ne comprennent pas les composantes services pouvant être incluses dans les contrats de location qui restent comptabilisées en charges.

Les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location sont amortis sur la durée retenue pour le calcul de la dette de loyers. Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Contrats de location immobiliers	3 à 9 ans
Contrats de location de véhicules	3 à 5 ans
Contrats de location de matériel informatique et autres	3 à 5 ans

La recouvrabilité des droits d'utilisation est testée dès lors que des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur de l'actif. Les dispositions de mise en œuvre du test de dépréciation sont identiques à celles relatives aux écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles telles que décrites dans la note "Ecart d'acquisition".

Au bilan, les dettes locatives sont distinguées en part non courante (+ d'un an) et courante (- d'un an).

Au compte de résultat, les charges d'amortissement sont comptabilisées dans les dotations aux amortissements et provisions du Résultat opérationnel d'activité. Les charges d'intérêts des dettes de loyers sont incluses dans le résultat financier.

Les coûts afférents aux contrats de location correspondant à des actifs de faible valeur unitaire (< 5 000 \$) ou de courte durée (durée < 12 mois) restent comptabilisées en charges opérationnelles.

Créances d'exploitation :

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont appréciées individuellement et, le cas échéant, font l'objet d'une provision pour dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Trésorerie : La trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles à la vente et qui ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur à court terme. Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition.

Autocontrôle : Les actions Aubay détenues par la société mère viennent en diminution des capitaux propres consolidés. En cas de cession, le résultat est neutralisé en variation des capitaux propres.

Subventions et crédits d'impôts : les subventions d'exploitation et crédits d'impôts sont inscrits en déduction des charges par nature qu'ils sont destinés à compenser (principalement dans les charges de personnel pour le CIR).

Provisions : Le groupe applique les dispositions de l'IAS 37. Cette norme définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur négative pour l'entreprise, c'est-à-dire une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Lors de la comptabilisation d'acquisitions, le groupe peut être amené à comptabiliser des provisions (risques, litiges...) dans le bilan d'ouverture. Ces provisions constituent des passifs qui viennent créer ou augmenter le montant de l'écart d'acquisition. Au-delà du délai d'affectation de 12 mois du bilan d'ouverture, les reprises de provision sans consommation correspondant à des changements d'estimation tels que définis dans les IAS 8 s'effectuent en contrepartie du compte de résultat dans la ligne « Autres produits et charges opérationnels ».

Provisions pour retraite et engagements assimilés : Conformément à l'IAS 19, le groupe comptabilise des avantages à long terme postérieurs au départ à la retraite ou conditionnées par l'accumulation d'années d'ancienneté au sein du groupe telles que les indemnités de départ à la retraite... Ces avantages peuvent revêtir différents types de couvertures :

- Régimes à cotisations définies : en vertu duquel le Groupe verse des cotisations définies auprès d'organismes externes. Les charges sont constatées au fur et à mesure de leur versement.
- Régimes à prestations définies : pour lesquels le Groupe a une obligation vis-à-vis des salariés. Les caractéristiques de ces régimes varient selon la législation et la réglementation applicable dans chacun des pays.

En France, les principales hypothèses actuarielles retenues pour valoriser les obligations liées aux régimes à prestations définies sont les suivantes :

- Age de départ : 67 ans
- Salaire moyen retenu 1/13ème de rémunération annuelle hors primes
- Progression des salaires : 2%
- Charges sociales : 45%
- Taux d'actualisation : 3,22%
- Taux de rotation : table propre à la société
- Taux de survie d'après la table INSEE 2021

En Italie, la provision correspond aux indemnités légales de fin de contrat (TFR ou *Trattamento di Fine Rapporto*). Ces indemnités sont comptabilisées chaque année sur la base d'une quote-part du salaire brut annuel et sont versées aux employés lors de la fin de leur contrat de travail.

En Espagne et en Belgique-Luxembourg, il n'existe pas d'engagements de retraite.

Evaluation et comptabilisation des passifs financiers : Les dettes financières à long terme comprennent essentiellement les emprunts auprès des établissements de crédit, les emprunts obligataires et les engagements de rachats de minoritaires.

Les emprunts obligataires sont évalués à la date de souscription à leur juste valeur, puis comptabilisés jusqu'à leur échéance selon la méthode du coût amorti. A la date de souscription de l'emprunt, la juste valeur correspond à la valeur des flux de décaissement futurs actualisés au taux du marché. En outre, les frais et les éventuelles primes d'émission sont imputés sur la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la valeur nominale de l'emprunt et sa juste valeur telle que calculée ci-dessus est inscrite en capitaux propres. A chaque période suivante, la charge d'intérêt comptabilisée en compte de résultat correspond à la charge d'intérêt théorique calculée par application du taux d'intérêt effectif à la valeur comptable de l'emprunt. Le taux d'intérêt effectif est calculé lors de la souscription de l'emprunt et correspond au taux permettant de ramener les flux de décaissements futurs au montant initial de la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la charge d'intérêt telle que calculée ci-dessus et le montant nominal des intérêts est inscrit en contrepartie de la dette au passif du bilan.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires est reconnu si un contrat existe entre le groupe et son client. Un contrat existe s'il est probable que le Groupe recouvrera le paiement auquel il a droit, les droits aux biens ou services et les termes de paiement peuvent être identifiés, et les parties au contrat sont engagées à s'acquitter de leurs obligations respectives. Le chiffre d'affaires généré par des contrats avec des clients est reconnu en contrepartie d'un actif de contrat ou une créance client avant le paiement effectif.

La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations.

Contrats basés sur des ressources

Le chiffre d'affaires réalisé sur des contrats basés sur des ressources est comptabilisé au fur et à mesure que le Groupe acquiert le droit de facturer le client : le montant ainsi facturé correspond directement à la valeur pour le client de la prestation effectuée à la date considérée. Chaque obligation de prestation est reconnue en revenu à l'avancement car le client reçoit et consomme de façon continue les avantages des services. Le prix des services est basé sur le nombre d'heures passées sur le contrat. Le montant à facturer est représentatif de la valeur des services fournis au client. Le chiffre d'affaires est comptabilisé progressivement en fonction des heures passées. Les coûts liés aux contrats basés sur des ressources sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Contrats basés sur des livrables

Les contrats basés sur des livrables incluent généralement des prestations au forfait (construction d'un actif/d'une application, développements spécifiques à un client...).

Le chiffre d'affaires sur les contrats basés sur des livrables, est reconnu à l'avancement sur la base des coûts encourus car au moins l'une des conditions suivantes est respectée :

- La prestation du Groupe améliore un actif dont le client obtient le contrôle au fur et à mesure de la prestation
- Le Groupe construit un actif qui n'a pas d'usage alternatif que celui qui en sera fait par le client et le Groupe a un droit irrévocable à paiement pour les travaux réalisés à date selon les termes contractuels et les législations locales.

Les coûts liés aux contrats basés sur des livrables sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Contrats basés sur des services

Les contrats basés sur des services incluent les activités d'infrastructures, de gestion des applications et de services aux entreprises (TMA, TRA, Centres de service...). La durée du contrat est généralement comprise entre 3 et 5 ans.

Les prestations sont généralement facturées mensuellement sur la base d'un prix forfaitaire par unité d'œuvre consommée, ou selon des forfaits mensuels ajustables au titre de variations de volumes ou de périmètres.

Cette typologie de contrat prévoit généralement des pénalités au niveau de service délivré.

En règle générale, les services récurrents correspondent à une seule et même obligation de prestation, composée de séries d'unités quotidiennes distinctes de services fournis progressivement. Le chiffre d'affaires des contrats basés sur des services est comptabilisé au fur et à mesure que le groupe acquiert le droit de facturer. Les pénalités ou primes liées au niveau de service sont le cas échéant reconnues entièrement dans la période au cours de laquelle les objectifs de performance sont atteints ou manqués.

Activité de revente

Lorsque le Groupe revend des logiciels et des équipements informatiques achetés auprès de fournisseurs externes, il mène une analyse de la nature de sa relation avec ses clients pour déterminer s'il agit comme un principal ou comme un agent dans la livraison des biens et services.

Selon IFRS 15, le Groupe est considéré comme « principal » lorsqu'il obtient le contrôle des logiciels, matériels et prestations de services avant de les transférer au client. Dans ce cas, le chiffre d'affaires est reconnu sur une base brute.

Lorsque le Groupe agit en tant qu'agent, le chiffre d'affaires est reconnu sur une base nette (net des facturations des fournisseurs) correspondant à la rémunération ou commission du Groupe en tant qu'agent.

Coûts des contrats – coûts d'obtention et de réalisation des contrats

Les coûts incrémentaux d'obtention des contrats ne sont jamais capitalisés comme « coûts de contrat » et amortis sur la durée de vie du contrat. Il en est de même pour les coûts liés aux phases de transition et de transformation.

Si le coût de revient prévisionnel d'un contrat s'avère supérieur au chiffre d'affaires contractuel, une provision pour perte à

terminaison est constatée lors de la clôture des comptes.

Présentation au sein des états consolidés de la situation financière

Les actifs sur contrats conclus avec des clients sont présentés séparément des créances clients. Ils correspondent au chiffre d'affaires comptabilisé pour lequel les droits correspondants de percevoir une contrepartie sont subordonnés à une condition autres que l'écoulement du temps, notamment la performance future du Groupe, l'atteinte de jalons de facturation ou l'acceptation du client. Lorsque les actifs sur contrats conclus avec des clients ne dépendent plus que de l'écoulement du temps (factures à établir), ils deviennent des créances clients.

Les passifs sur contrats représentent le montant des contreparties reçues ou enregistrées en dette et pour lesquelles le chiffre d'affaires n'a pas encore été reconnu (acomptes clients et produits constatés d'avance).

Autres produits et charges opérationnels : Il s'agit de produits ou charges inhabituels, anormaux, non prédictifs et de montants significatifs. A titre d'exemple, ils incluent les coûts de restructuration, les dépréciations des écarts d'acquisition, les plus ou moins-values de cession, les coûts d'acquisition et d'intégration des sociétés acquises par le groupe...

Options de souscriptions d'actions : la norme IFRS 2 prévoit la comptabilisation en charge de la juste valeur des stock-options dès leur attribution aux salariés ou aux dirigeants. Les plans concernés sont postérieurs au 7 novembre 2002. Les options sont valorisées à l'aide d'un modèle « Black & Scholes », dont les paramètres incluent notamment le prix d'exercice des options, leur durée de vie, le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, les hypothèses de rotation de l'effectif et le taux d'intérêt sans risque. La valeur exacte des options est figée à leur date d'attribution. Cette valeur est amortie selon le mode linéaire.

Actions gratuites : des actions de performance sont consenties à un certain nombre de collaborateurs/mandataires sociaux du Groupe sous conditions de performance de marché et de présence (2 à 3 ans). L'indice boursier de référence est le « STOXX Europe TMI Software & Computer Services ». La juste valeur de l'action est déterminée par l'application d'un modèle conforme à IFRS 2 (« Monte Carlo ») qui inclut le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, le taux d'intérêt sans risque, le taux de dividendes sur la période, cours de l'indice à l'attribution.

Impôts sur le résultat : La charge d'impôts est égale à la somme des impôts courants, des impôts différés, de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée sur les Entreprises) et l'IRAP équivalent de la CVAE en Italie. Concernant les impôts différés, il est tenu compte du délai de validité des déficits fiscaux fixé par les législations locales ainsi que des disponibilités d'utilisation des pertes reportables au vu de l'anticipation favorable des entités concernées pour apprécier la recouvrabilité des impôts différés actifs y afférents.

Résultat par action : Le résultat par action de base est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat par action dilué est calculé en divisant le résultat net part du Groupe, retraité du coût financier net d'impôt des instruments dilutifs de dette, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice majoré du nombre moyens d'actions à émettre des instruments dilutifs suivants : options de souscription et actions gratuites dans la monnaie au 30 juin 2022.

Recours à des estimations : L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites ;
- les évaluations retenues pour les tests de valeur ;
- la valorisation des paiements en actions ;
- l'évaluation des passifs financiers.

Ces estimations partent d'hypothèses qui sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Indicateurs alternatifs de performance :

Les indicateurs alternatifs de performance suivis par le groupe sont définis ci-dessous :

Croissance interne/organique du chiffre d'affaires :

Il s'agit de la croissance calculée sur la base d'un périmètre constant pour une période donnée en excluant le chiffre d'affaires des sociétés acquises ou cédées. Aubay exerce l'essentiel de son activité en zone euro et de fait n'est pas ou peu soumis aux impacts des effets de change.

Résultat opérationnel d'activité :

Cet indicateur correspond au résultat opérationnel avant la prise en compte du coût des actions gratuites et des autres produits et charges qui correspondent à des produits et charges opérationnels inhabituels, significatifs, peu fréquents, présentés de manière distincte pour faciliter la compréhension de la performance liée aux activités courantes.

Résultat opérationnel courant :

Cet indicateur correspond au résultat opérationnel d'activité après la prise en compte du coût des actions gratuites et avant les autres produits et charges qui correspondent à des produits et charges opérationnels inhabituels, significatifs, peu fréquents, présentés de manière distincte pour faciliter la compréhension de la performance liée aux activités courantes.

Endettement net (ou trésorerie nette) :

Cet indicateur s'obtient par différence entre la trésorerie et les dettes financières. Si le résultat est négatif, on parle de dette nette, et de trésorerie nette dans le cas contraire. Les dettes de loyers sont exclues de l'endettement net.

Notes annexes au bilan

Evolution du périmètre de consolidation au premier semestre 2022

Au cours du 1^{er} semestre, aucune opération de croissance externe n'a été réalisée.

Ecart d'acquisition

En K€	Début d'exercice	Acquisition/dotations	Cession/reprises	Fin exercice
Valeur brute	149 082	-	-	149 082
Amortissement	(17 777)	-	-	(17 777)
Valeur nette	131 305	-	-	131 305

Droits d'utilisation et dettes de location

Ventilation des droits d'utilisation par catégorie de contrats de location

En K€	Terrains et Bâtiments	Véhicules	Machines et équipements	Total
Valeurs Brutes				
Au 01/01/2022	23 162	3 473	897	27 532
Acquisitions/Augmentations	4 061	768	51	4 880
Cessions/Diminutions	-1 278	-511	-233	-2 022
Au 30/06/2022	25 945	3 730	715	30 390
Amortissements				
Au 01/01/2022	-11 245	-1 847	-288	-13 380
Dotations et dépréciations	-2 135	-510	-148	-2 793
Reprises et cessions	937	467	178	1 582
Au 30/06/2022	-12 443	-1 890	-258	-14 591
Valeurs nettes				
Au 30/06/2022	13 502	1 840	457	15 799

En K€	Terrains et Bâtiments	Véhicules	Machines et équipements	Total
Valeurs Brutes				
Au 01/01/2021	24 748	3 097		723 28 568
Acquisitions/Augmentations		994		174 1168
Cessions/Diminutions	-1586	-618		-2204
Au 31/12/2021	23 162	3 473		897 27 532
Amortissements				
Au 01/01/2021	-7 704	-1 464		-789 -9 957
Dotations et dépréciations	-4029	-1317		-5346
Reprises et cessions	488	934		501 1923
Au 31/12/2021	-11 245	-1 847		-288 -13 380
Valeurs nettes	11 917	1 626		609 14 152
Au 31/12/2021				

Ventilation des dettes de loyer par maturité

En K€	Valeur comptable	Courant	Non courant	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
Au 30/06/2022						
Dettes de loyers	16 201	5 257	10 944	3 545	6 022	1 377

En K€	Valeur comptable	Courant	Non courant	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
Au 31/12/2021						
Dettes de loyers	14 564	4 366	10 198	4 184	6 014	0

Clients et comptes rattachés aux contrats

En K€	30/06/2022	31/12/2021
Créances clients - Valeur Brute	119 331	112 513
Dépréciation	(1 739)	(1 154)
Actifs sur contrats	45 418	32 127
Créances clients et actifs sur contrats	163 010	143 486
Passifs sur contrats	(14 777)	(19 913)
Créances clients et actifs sur contrats nets des passifs sur contrats	148 233	123 573
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires	85	78

Opérations sur actions propres au cours du 1^{er} semestre 2022

Nombre d'actions détenues au 01/01/22	11 236
Acquisitions/Cessions 2022 (en net)	1 387
Nombre d'actions détenues au 30/06/22	12 623

Evolution des provisions

En K€	30/06/2022	31/12/2021
Provisions pour litiges	2 432	2738
Provisions pour pensions et retraites	3 935	4186
Total	6 367	6 924

Ventilation des impôts différés

En K€	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Impôt différé actif	-	-	-	-
Reports fiscaux déficitaires	0	-	-	0
-Différences temporaires	2 653	45	377	2 321
Total impôt différé actif	2 653	45	377	2 321
Impôt différé passif	-	-	-	-
-Différences temporaires	1	-	-	1
Total impôt différé passif	1	0		1

Emprunts, dettes financières et trésorerie

Au 30 juin 2022

En K€	30/06/2022			31/12/2021
	Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant
Emprunt bancaire	2 940	1 037	1 903	4 224
Banques créditrices	737	737	-	431
Autres dettes financières		-	-	0
DETTES	3 677	1 774	1 903	4 655
Valeurs mobilières de placement	707	-	-	1 026
Disponibilités	66 459	-	-	78 461
DISPONIBILITES	67 166	-	-	79 487
(ENDETTEMENT NET)/TRESORERIE NETTE	63 489	(1 774)	(1 903)	74 832

Trésorerie (en K€)	30/06/2022	31/12/2021
Disponibilités	66 459	78 461
Placements à court terme	707	1 026
découverts bancaires	(737)	(431)
Total trésorerie	66 429	79 056

Engagements hors bilan

Aucun changement significatif ayant affecté les engagements hors bilan n'est à mentionner.

Transactions avec les parties liées

Aucune transaction significative n'a eu lieu au cours du premier semestre 2022.

Notes annexes au compte de résultat

Evolution de l'activité par zone géographique et par secteur

En M€	30/06/2022		30/06/2021	
	CA	ROA* % CA	CA	ROA* %CA
Groupe	258,5	10,3%	233,1	9,6%
France/UK	131,4	8,7%	118,3	8,2%
International	127,1	11,9%	114,8	11,1%

*Résultat Opérationnel d'Activité

30 juin 2022

(en millions d'euros) - Secteur Opérationnel	France / UK	International	Total
Zones géographiques			
France / UK	131,4		131,4
Italie		60,8	60,8
Zone Ibérique		55,3	55,3
Bénélux		10,9	10,9
Total	131,4	127,1	258,5
Secteurs d'activité des clients			
Banque/Finance	63,8	35,1	98,9
Assurance et protection sociale	41,5	10,1	51,6
Administration	1,8	14,8	16,6
Services/Utilities	11,0	21,7	32,7
Industrie et transport	5,1	8,5	13,6
Télécom, Médias et jeux	5,4	33,9	39,3
Commerce et Distribution	2,8	3,0	5,8
Total	131,4	127,1	258,5
Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires			
Biens/services transférés progressivement	131,4	126,7	258,1
Biens/services transférés à un moment donné		0,4	0,4
Total	131,4	127,1	258,5

30 juin 2021

(en millions d'euros) - Secteur Opérationnel	France / UK	International	Total
Zones géographiques			
France / UK	118,3		118,3
Italie		57,3	57,3
Zone Ibérique		46,8	46,8
Bélux		10,7	10,7
Total	118,3	114,8	233,1
Secteurs d'activité des clients			
Banque/Finance	54,5	34,1	88,6
Assurance et protection sociale	40,3	10,6	50,9
Administration	1,9	14,3	16,2
Services/Utilities	7,4	16,5	23,9
Industrie et transport	7,7	7,9	15,6
Télécom, Médias et jeux	5,2	29,7	34,9
Commerce et Distribution	1,3	1,7	3,0
Total	118,3	114,8	233,1
Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires			
Biens/services transférés progressivement	118,3	114,6	232,9
Biens/services transférés à un moment donné		0,2	0,2
Total	118,3	114,8	233,1

Au 30 juin 2022 (en K€)	France/Uk	International	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	131 650	127 311	(481)	258 480
Total résultat opérationnel d'activité	11 466	15 134	0	26 600
% marge opérationnelle d'activité	8,7%	11,9%		10,3%
Résultat opérationnel	10 061	14 963	0	25 024

Au 30 juin 2021 (en K€)	France/Uk	International	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	118 482	115 086	(473)	233 095
Résultat opérationnel d'activité	9 667	12 790	0	22 457
% marge opérationnelle d'activité	8,2%	11,1%		9,6%
Résultat opérationnel	8 807	12 510	0	21 317

Charges de personnel

En K€	30/06/2022	30/06/2021
Rémunérations du personnel	124 268	117 451
Charges sociales	43 172	40 630
Dotation nette aux provisions pour retraite	349	371
Total	167 789	158 452
Chiffre d'affaires	258 480	233 095
Ratio Coût perso/CA	64,9%	68,0%

Effectif fin de période	30/06/2022	30/06/2021
France	2 801	2 650
Belgique- Luxembourg	217	211
Italie	2 162	2 048
Espagne/Portugal	2 262	1 979
Total	7 442	6 888
Productif	6 841	6 378
% productif	91,9%	92,5%
Administratifs et commerciaux	601	510
Total	7 442	6 888

Autres produits et charges opérationnels

En K€	30/06/2022	30/06/2021
Charges non récurrentes	(941)	(613)
Plus et moins-values de cessions d'actifs		
Réévaluation dette rachat intérêts minoritaires	-	-
Total	(941)	(613)

Les charges non récurrentes sont composées principalement de coûts de restructuration et des frais de M&A.

Charges d'impôts

En K€	30/06/2022	30/06/2021
Impôts exigibles	(6 760)	(5 764)
Impôts différés	(331)	(12)
Total	(7 091)	(5 776)

Les impôts exigibles se décomposent en 5,7 M€ d'impôts sur les bénéfices et 1,1 M€ de CVAE et IRAP (équivalent de la CVAE en Italie).

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2022

Aux Actionnaires de la société AUBAY,

Aux Actionnaires de la société AUBAY,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AUBAY, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit. Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 23 septembre 2022
Les commissaires aux comptes

BCRH & Associés

Constantin Associés

Paul GAUTEUR

Antoine LABARRE

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste que, à ma connaissance, les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice »

Philippe Rabasse

Directeur Général du Groupe Aubay